

Bulletin d'histoire politique

Présentation

Le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique

Valérie Poirier et Stéphane Savard

B
H
P

Volume 23, numéro 2, hiver 2015

Le militantisme environnemental au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1028881ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1028881ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Poirier, V. & Savard, S. (2015). Présentation : le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique. *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), 15–31. <https://doi.org/10.7202/1028881ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

DOSSIER

Le militantisme environnemental au Québec

Présentation

Le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique

VALÉRIE POIRIER
Candidate au doctorat
Département d'histoire, UQAM

STÉPHANE SAVARD
Département d'histoire, UQAM

Des citoyens qui s'autodéterminent pour prendre le contrôle sur leur vie, pour choisir un type de développement et de société qui soient accordés à leurs besoins et à leurs droits, c'est aussi possible.

SOLANGE VINCENT,
*La fiction nucléaire*¹

Nombreux sont les exemples d'enjeux environnementaux qui, ces dernières années au Québec, ont fait l'objet d'intenses mobilisations citoyennes². Il suffit de penser aux dommages causés par les gaz à effet de serre et les mesures étatiques pour contrer ces derniers, surtout dans la foulée du protocole de Kyoto ; à la notion de protection du paysage mis de l'avant lors de la planification et de la construction de parcs éoliens en Gaspésie, au

Bas-Saint-Laurent ou dans Charlevoix ; à la volonté de sauvegarder le « patrimoine écologique » d'une rivière avec le projet *La Romaine* lancé par Hydro-Québec ; à la crainte d'une catastrophe nucléaire et à la problématique de « l'entreposage » des déchets radioactifs qu'a soulevée le projet de rénovation de la centrale Gentilly-2 ; aux dangers de pollution des rivières et des nappes phréatiques avec l'exploration et l'exploitation des gaz de schistes dans la vallée du Saint-Laurent ; aux coûts écologiques d'une exploration et d'une exploitation du pétrole sur l'île d'Anticosti, coût à la fois pour l'écosystème fragile de l'île mais aussi pour celui tout aussi fragile du golfe Saint-Laurent en cas de déversement pétrolier ; aux risques de fuites ou de déversements majeurs de pétrole en lien avec le projet d'inversion de l'oléoduc « Énergie Est » de TransCanada en provenance des sables bitumineux de l'Alberta ; etc. Aux fondements de ces enjeux environnementaux qui occupent une place importante dans l'espace public et politique québécois, se retrouvent des individus qui questionnent, dénoncent et contestent les conséquences environnementales néfastes de ces mégaprojets. Seuls ou rassemblés au sein de divers groupes de pression, ces militants souhaitent ardemment promouvoir leurs valeurs de développement durable et de protection de l'environnement et des écosystèmes, tout en luttant avec acharnement contre le gaspillage des ressources, la consommation effrénée de biens matériels, ou encore le développement économique tous azimuts. Quelques-uns de ces militants sont d'ailleurs devenus des figures médiatiques incontournables, notamment Steven Guilbeault et Laure Waridel, tous les deux cofondateurs de l'organisme Équiterre. D'autres, décédés au cours des dernières années, représentent aujourd'hui des figures marquantes du mouvement vert québécois, leur mémoire servant depuis à rappeler la présence historique d'un militantisme environnemental au Québec. Il s'agit ici, entre autres, de l'écologiste Pierre Dansereau décédé en 2011³ et du cinéaste et artiste Frédéric Back décédé en 2013⁴.

Malgré ces exemples témoignant des fortes préoccupations environnementales dans la société contemporaine, plusieurs historiens soulignent la nature socialement construite de cette sensibilité environnementale. Christoph Bernhardt et Geneviève Massard-Guilbaud, par exemple, nous rappellent qu'on aurait « tort de croire que la sensibilité aux problèmes environnementaux, que ce soit de la part de l'opinion publique ou de celle des gouvernants, a suivi une courbe correspondant exactement à l'importance objective des problèmes⁵ ». Issue de valeurs culturelles et sociales qui ont façonné les inquiétudes collectives en matière d'environnement, la vision de la nature et des rapports société-environnement est ainsi peu susceptible d'être unanime au sein de la société et chez différents groupes sociaux. Par ses implications politiques, socio-économiques et par son

impact sur la vie des gens, cette vision doit donc sans cesse être négociée, débattue et parfois même disputée entre les différents citoyens et groupes d'intérêts, de même qu'entre ces derniers et les responsables politiques. Ainsi appréhendés, les enjeux environnementaux s'inscrivent dans un cadre plus large de relations de pouvoir et de prises de parole citoyenne. Dès lors, la nature socialement construite de la sensibilité environnementale ne saurait cacher une réalité de plus en plus importante de nos sociétés contemporaines, à savoir «une incontestable *présence politique* de la question environnementale⁶», comme en témoignent les exemples mentionnés en début d'introduction.

Si ces débats sur l'environnement semblent omniprésents aujourd'hui, ce dossier thématique propose de se pencher sur d'autres temps forts du militantisme environnemental au Québec, que nous situons dans la foulée des mouvements de conservation du début du xx^e siècle, et surtout dans celle des mouvements sociaux des années 1960 et 1970. Longtemps, le militantisme québécois associé à cette époque a été mesuré à l'aune des événements entourant mai 1968 et de l'agitation étudiante. Ce dossier cherche plutôt à étendre le récit contestataire de ces années en explorant les différentes manifestations d'un mouvement combinant préoccupations écologiques et militantisme. Largement absents de l'historiographie québécoise, ces liens entre le contexte de militantisme social et politique des années 1960 et 1970 et le mouvement environnemental permettent pourtant de saisir l'émergence de nouvelles façons de concevoir l'interaction entre l'environnement et la société et la volonté de démocratiser ces rapports, comme l'ont notamment montré quelques articles d'un numéro spécial de la revue *Vingtième-Siècle. Revue d'histoire* qui portait sur «L'invention politique de l'environnement⁷».

Si ce dossier n'a pas la prétention d'offrir une étude complète du mouvement environnemental, il cherche néanmoins à fournir un aperçu des différentes manifestations du militantisme environnemental au Québec et de la manière dont il a été profondément façonné par le contexte social et politique de son époque. Nous espérons ainsi apporter de nouvelles balises, sinon de nouvelles connaissances sur lesquelles peut se construire l'analyse du mouvement environnemental québécois. Dans un premier temps, il nous semblait important, dans cette introduction, de revenir sur l'émergence de l'histoire environnementale et sur la manière dont, au sein de l'historiographie, l'environnement a graduellement été historicisé comme une catégorie de l'action politique. Ensuite, bien que tous les articles du dossier ne portent pas sur la période des années 1960-1970, nous avons tout de même choisi de donner un aperçu de la culture politique et de la prise de parole citoyenne de cette époque, deux phénomènes au cœur du militantisme environnemental étudié ici. Enfin, avant de présenter les cinq textes de ce dossier et leur contribution originale à l'histoire du

militantisme environnemental au Québec, nous aborderons brièvement les influences, tant locales qu'internationales, de ce dernier.

Appréhender l'environnement comme catégorie d'action politique

Le champ de l'histoire environnementale est, au Québec comme ailleurs, relativement jeune. Malgré l'existence d'études plus anciennes démontrant un intérêt pour des sujets inspirés de la nature, comme celles issues de la foresterie ou de la géographie historique par exemple, l'histoire environnementale est traditionnellement considérée comme un champ ayant émergé aux États-Unis, dans la foulée du mouvement environnemental moderne du tournant des années 1970⁸. À cet égard, il s'agit d'une approche qui a été largement conçue, à ses débuts, comme un levier pour agir sur le présent, c'est-à-dire qu'elle était fortement marquée par les préoccupations environnementales contemporaines de ses premiers adeptes. Or, cet intérêt pour l'environnement comme objet de l'histoire a rapidement débordé du cadre des protestations environnementales pour s'intéresser, plus largement, aux interactions société-nature. Dès lors, la nature n'est plus considérée comme une toile de fond sur laquelle se déroulent les grands actes de l'histoire, mais plutôt comme un objet à part entière, qui façonne l'expérience humaine, oriente l'action des hommes et module les rapports sociaux et de pouvoir⁹.

Cette façon d'appréhender le passé sous l'angle de la relation dynamique entre la nature et la culture a débouché sur de nouveaux objets d'histoire, en même temps qu'elle a permis de revisiter de nombreux sujets grâce à des problématiques inédites. Si les premières études produites en histoire environnementale ont été largement alimentées par des problématiques spécifiquement américaines – comme la colonisation de l'Ouest américain, la vénération romantique de la nature sauvage et le mouvement environnemental américain –, l'emprise des États-Unis sur l'histoire environnementale et ses prétentions à l'invention de ce champ sont de plus en plus contestées sur la scène internationale au cours des années 1980 et 1990¹⁰. Cette remise en question débouche sur une explosion des études internationales s'inscrivant dans ce champ ainsi que son éclatement géographique et thématique. De plus en plus, l'histoire environnementale subit des influences internationales diverses et acquiert un caractère intensément multidisciplinaire, en empruntant à des disciplines comme la géographie, l'écologie, les études environnementales, les sciences de la nature et la sociologie. Par le fait même, cette émergence récente du champ de l'histoire environnementale influence également plusieurs chercheurs qui voient l'occasion d'entreprendre « l'intégration des problématiques environnementales au sein des différents champs de recherche en histoire politique, sociale, culturelle ou

économique¹¹ », participant ainsi au décloisonnement des perspectives historiennes.

Emboîtant le pas à de nombreuses études européennes et américaines, les historiens québécois ont récemment cherché, eux aussi, à explorer les nouvelles avenues offertes par l'histoire environnementale, ainsi qu'à « positionner le Québec dans l'histoire environnementale mondiale¹² ». En s'appuyant sur les études issues de disciplines variées, qui offrent une base de connaissances sur laquelle se construit l'analyse des interactions société-environnement, Stéphane Castonguay a ainsi dressé un bilan, en 2006, des principales contributions historiographiques québécoises pertinentes pour les historiens de l'environnement. Ce bilan comprend des problématiques reliées au peuplement et à l'exploitation du territoire, à la socioéconomie des ressources naturelles, à la santé publique et à l'environnement bâti de la ville, à l'écologie forestière et les sciences de la terre¹³. Similairement, Claire Poitras identifie les tendances thématiques venues d'autres disciplines influençant le champ plus étroit de l'histoire urbaine environnementale, mentionnant entre autres l'assainissement de la ville industrielle, le développement urbain et l'incorporation de la nature en ville¹⁴.

De ces brefs bilans, il ressort que l'histoire environnementale québécoise, bien qu'en plein défrichement, demeure parcellaire. Parmi les lacunes qu'elle présente, mentionnons l'étude du mouvement qui, paradoxalement, est à l'origine de ce champ de recherche. En effet, l'analyse des mouvements environnementaux, de leur portée politique et, plus globalement, de l'émergence de l'environnement comme catégorie de l'action politique est restée largement absente de l'historiographie québécoise. Outre les travaux du sociologue Jean-Guy Vaillancourt, qui s'est penché sur les revendications et l'idéologie des associations environnementales dès les années 1970 et qui a fourni une première classification de ces organisations, le mouvement environnemental moderne a très peu intéressé les historiens québécois¹⁵.

Or, ici comme ailleurs, les historiens de l'environnement s'entendent pour affirmer que la nature, réelle ou inventée, est un enjeu de pouvoir et de luttes, et que plusieurs groupes sociaux interviennent dans le champ politique pour tenter d'imposer leur vision de la nature et des rapports société-environnement¹⁶. Quelles dynamiques sociales et politiques ont conduit à l'émergence de la notion d'environnement comme préoccupation à la fois dans l'espace public et dans le champ de la politique formelle? Sous quelles formes se sont développés le militantisme environnemental et la nécessaire politisation des enjeux environnementaux qui l'a accompagné? De quelles manières certains citoyens ont remis en question la définition unilatérale des rapports à la nature et ont voulu participer aux décisions qui affectaient leur environnement? C'est en gardant à

l'esprit ces questionnements stimulants que les auteurs de ce dossier thématique ont porté leur regard sur différents aspects du militantisme environnemental québécois au xx^e siècle.

Militantisme environnemental et culture politique au Québec

Peu analysé par les praticiens de l'histoire environnementale au Québec, l'objet d'étude qu'est le militantisme est pourtant central pour mieux comprendre les transformations des rapports société-environnement. Entendu comme étant « l'attitude des personnes qui militent activement dans une organisation », le militantisme est étroitement associé aux notions d'action et de luttes en vue de défendre une cause ou une idée¹⁷, en l'occurrence la protection de l'environnement et tout ce qui y est rattaché de près ou de loin dans le cas du « militantisme environnemental ». Partant de cette définition, il est possible de considérer le militantisme comme une des principales formes d'expression privilégiées par les acteurs socio-politiques pour prendre la parole et ainsi *agir* dans la Cité¹⁸. Ces deux actions leur permettent de promouvoir, de manière individuelle et collective, certains choix, valeurs et représentations au sujet d'un enjeu donné. Ce faisant, l'étude du militantisme est étroitement liée à la nature et aux transformations de la culture politique, comme nous allons le constater plus loin.

Si l'environnement comme terrain de lutte et objet de militantisme apparaît clairement dans la foulée du mouvement environnemental contemporain des années 1960-1970, la plupart des historiens soulignent l'héritage du mouvement de conservation en faisant remonter l'émergence de l'environnement comme levier de l'action politique au tournant du xx^e siècle. Chez les conservationnistes, l'accent était alors essentiellement mis sur la gestion des ressources naturelles menacées par l'accélération de l'urbanisation et de l'industrialisation à des fins de production. À la même époque, une deuxième catégorie d'environnementalistes nord-américains est incarnée par les préservationnistes, responsables des politiques gouvernementales à l'origine de la création de parcs nationaux et de sites naturels, ainsi que de la fondation du Sierra Club aux États-Unis. Inspirés par des notions romantiques de la nature sauvage – *wilderness* – et par les contrées pittoresques de l'Ouest, les gens participant à ce mouvement souhaitaient préserver cette nature pour la beauté de ses paysages. Au Canada, les politiques environnementales étaient surtout inspirées par la première tendance et concernaient essentiellement l'exploitation des ressources naturelles, comme le démontre la Commission de la conservation du Canada, active de 1909 à 1921. Cette dernière proposait d'ailleurs d'assurer le développement durable de l'économie canadienne en éliminant le gaspillage des ressources non renouvelables, en exploitant

intelligemment les ressources renouvelables et en préservant les espèces menacées¹⁹. Plus récemment, les historiens ont identifié une troisième catégorie d'acteurs dont les actions étaient inspirées par la notion d'environnement. Il s'agit des réformateurs urbains qui cherchaient à contrôler la pollution industrielle et à contrer la détérioration urbaine et les effets néfastes de l'industrialisation. Les intérêts de ces environnementalistes dépassaient donc largement les conditions générales de l'environnement, pour inclure des questions reliées au travail industriel, aux nouvelles maladies industrielles, au capital et aux conditions sociales²⁰.

Différentes interprétations ont été avancées afin de comprendre les forces sociales et politiques qui ont conduit à ces premières formes de politisation des rapports société-nature. Une première génération d'historiens nord-américains, dont Samuel Hays et Janet Foster, a contribué à forger la thèse classique, toujours présente chez plusieurs historiens, qui célèbre surtout les efforts de petits groupes élitistes et du gouvernement dans l'émergence de ces nouvelles représentations de l'environnement²¹. Toutefois, de plus en plus d'historiens se montrent enclins à inclure différents groupes sociaux dans l'analyse des mouvements environnementaux du début du siècle. Ce faisant, ces historiens contribuent à étendre la base de ces environnementalistes – désormais constituée de chasseurs, de pêcheurs, d'Autochtones, de réformateurs urbains, d'habitants ruraux, etc. – pour ne plus considérer ces mouvements comme étant essentiellement « *top down* » et aux seules visées élitistes, en même temps qu'ils permettent de souligner la diversité et la précocité des mobilisations autour d'enjeux environnementaux²². En adoptant une telle approche, il devient alors beaucoup plus facile de faire le pont entre ce premier temps fort de l'action politique concernant l'environnement et le mouvement vert moderne, qui apparaît dans la foulée des mouvements sociaux et de l'agitation politique des années 1960 et 1970. Appréhendée de cette façon, cette mobilisation citoyenne du début du xx^e siècle nous montre l'origine – ou représente le mouvement précurseur – de ce militantisme accru des années 1960 et subséquentes.

D'autres historiens ont toutefois cherché à nuancer, voire même à réfuter les liens entre les mouvements environnementaux du début du siècle et celui des années 1960 et 1970, principalement en raison des différences dans la composition et l'origine sociale de leurs protagonistes²³. Les deux générations d'environnementalistes embrasseraient par ailleurs des perspectives idéologiques fort différentes, les premiers présentant une vision résolument anthropocentrique de l'environnement, plaçant celle-ci au service de l'économie et des loisirs des hommes. En dénonçant la détérioration de l'environnement, les militants des années 1960 seraient plutôt à la source d'une protestation sociale importante contre la production et la consommation, et seraient plus préoccupés par les questions de justice

sociale que par la défense des « droits » de la nature²⁴. Cette approche du mouvement environnemental, qui conçoit les enjeux environnementaux avant tout comme un problème social, fournit d'importants éléments d'analyse afin de mieux comprendre la vision inédite des rapports société-nature qui se met en place dans les années 1960 et 1970 et surtout, la volonté d'inscrire ces rapports dans une culture politique de plus en plus dynamique.

En effet, les années 1960 et 1970 peuvent être associés de près et de loin à une intensification du militantisme citoyen en général. Dans la foulée de l'historiographie florissante sur la période des *Sixties* au Canada²⁵, quelques historiens ont montré depuis une dizaine d'années que la Révolution tranquille des années 1960 et 1970 au Québec n'était pas uniquement le fruit d'importantes réformes étatiques entreprises par le gouvernement Lesage ou ses successeurs, mais aussi et surtout le résultat d'un profond bouleversement de la culture politique québécoise. En analysant la contestation des groupes de militants montréalais issus d'une Nouvelle gauche influencée par leur propre interprétation de l'idée de décolonisation²⁶, en étudiant les mouvements étudiants des années 1968 et leurs liens avec leurs confrères internationaux²⁷, en problématisant la question de la langue comme un enjeu politique de luttes et de prise de parole citoyenne au Québec et au Canada²⁸, ces chercheurs et quelques autres²⁹ ont contribué à définir une nouvelle culture politique québécoise qui émerge dans les années 1960 et qui se déploie pleinement à partir de la fin des années 1960 et tout au long des années 1970.

Cette culture politique, profondément marquée par la prise de parole citoyenne, contribue à élargir les perspectives du champ politique. Ce dernier se voit désormais investi massivement non seulement par des responsables politiques et militants de formations politiques qui tentent d'imposer leurs vues sur la société, mais aussi et surtout par les différents rapports de force que leur opposent les citoyens en général et certains groupes en particulier – plus spécifiquement ceux qui deviennent des « groupes de pression³⁰ ». Cette « résistance des citoyens par leur mobilisation », beaucoup plus forte et plus visible à partir des années 1960, mène alors à une volonté d'habilitation citoyenne sur une panoplie d'enjeux jugés primordiaux. Ce faisant, ces citoyens tentent d'influencer les décisions étatiques en fonction des intérêts, valeurs et représentations qu'ils mettent de l'avant, espérant ainsi participer activement à la définition du bien commun. Comme l'explique l'historien Martin Pâquet, « en se référant à ces valeurs relatives au bien commun, l'habilitation des citoyens réunis en groupes de pression affermit la légitimité de leur action auprès de l'autorité [...] La prise de parole publique résonne alors aux quatre coins de l'agora, et les causes portées par les groupes de pression deviennent pleinement des enjeux de société³¹ ».

Dans ce contexte de prise de parole citoyenne dont l'une des finalités est la recherche du bien commun, plusieurs « enjeux de société » qui alimentent différents types de militantisme sont propulsés au-devant des préoccupations publiques et adoptent ainsi une dimension nettement politique : la question nationale ; la sauvegarde et le développement de la langue française en Amérique du Nord ; les rapports de pouvoir liés aux relations hommes-femmes ; les droits civils et individuels ; les droits des communautés ethniques, incluant ceux des Autochtones ; etc. Parmi ces derniers, les préoccupations environnementales occupent une position non négligeable, alors que plusieurs individus et groupes verts déploient un militantisme environnemental en intervenant sur de nombreux dossiers « chauds » : pollution de l'eau, pollution atmosphérique, destruction des écosystèmes, construction de barrages hydroélectriques, énergie nucléaire, etc. Influencés par différents mouvements sociaux investissant la scène publique et politique à cette époque, entre autres par la contre-culture et la Nouvelle gauche avec ses idéaux de lutte contre l'oppression et l'inégalité, de même que par la recherche générale d'une meilleure qualité de vie, ces groupes proposent une nouvelle forme de militantisme environnemental. Ce dernier entre directement en conflit avec le style de vie « américain » des Trente Glorieuses centré sur le développement économique tous azimuts et la consommation effrénée de biens et de ressources³², bref, sur une société assurant ses assises sur la domination oppressive de l'Homme sur la nature.

À l'instar de plusieurs autres organisations de mouvements sociaux cherchant à faire entendre et à politiser leurs revendications, les groupes verts québécois, par le biais de leur mobilisation environnementale, ou de leur « action environnementale » pour reprendre les termes des sociologues Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt, investissent le champ politique de différentes manières. D'une part, ils s'invitent dans l'arène politique dans un esprit de contestation et de résistance à l'ordre établi, en dénonçant, s'opposant et revendiquant. D'autre part, leur action est également orientée vers la protection de l'environnement et la transformation des habitudes de vie des membres de leur société, notamment par le biais de campagnes d'information et d'activités d'éducation. Ce faisant, ils préconisent de nouvelles valeurs fondées sur « une transformation des représentations de la nature, de l'interaction humain-environnement et des imaginaires du développement³³ ».

D'un point de vue politique, l'habilitation citoyenne ainsi déployée par le militantisme environnemental oblige les responsables politiques à se montrer ouverts à une certaine démocratisation des processus décisionnels concernant l'environnement. Ainsi, les responsables politiques du gouvernement Bourassa mettent sur pied des processus balisés d'audiences publiques au sein des commissions parlementaires dès le début

des années 1970, alors que ceux du gouvernement Lévesque créent le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dès 1978-1979. Si ces processus d'audiences publiques ne permettent pas toujours aux groupes verts d'influencer ou d'orienter les décisions et projets de l'État québécois³⁴, ils encouragent toutefois le déploiement du militantisme environnemental dans la mesure où ces groupes ont accès à différentes ressources – surtout auprès du BAPE – les aidant à s'organiser et à se « professionnaliser ». Cette présence d'une « démocratie participative » limitée nous éclaire sur deux des principaux types de militantisme environnemental : si les groupes verts montrent souvent un militantisme contestataire et dénonciateur, tentant de faire pression sur l'appareil étatique au moyen de manifestations, coups de gueule médiatiques ou autres, ils sont également capables de développer un militantisme ouvert sur le dialogue et la participation. Ils prennent alors part aux réflexions entourant les projets et enjeux environnementaux et tentent ainsi d'influencer les responsables politiques par le biais de canaux officiels.

Influences locales, influences internationales du militantisme environnemental québécois

À la lumière des réflexions historiographiques et du cadre conceptuel et interprétatif proposés pour comprendre le lien entre l'environnement, le militantisme et la culture politique québécoise, il est possible de considérer que le militantisme environnemental québécois au xx^e siècle s'avère le produit d'une tension constitutive entre le développement du contexte international et les particularités de la société québécoise. Certes, tant sur le plan de la nature et du déploiement de ce militantisme, que sur ceux des expériences vécues par les acteurs mobilisés et des contextes politiques, économiques et culturels des époques étudiées, une constatation demeure au sujet du militantisme environnemental québécois : celle de la présence constante d'influences locales et internationales qui l'ont façonné. Ces influences sont d'ailleurs soulignées par la majorité des articles du présent dossier.

Locales, d'abord, par l'influence réciproque et la coopération importante entre les différents mouvements sociaux présents sur la scène publique et politique à la même époque, tant au niveau des acteurs que de leurs idéaux et militantisme. Cette convergence entre différents mouvements sociaux a d'abord été soulignée par Jean-Guy Vaillancourt dans plusieurs des analyses contemporaines qu'il a menées sur le mouvement environnemental québécois dans les années 1970³⁵. Par la suite, toutefois, ces liens entre le contexte de contestation général et le militantisme environnemental, pourtant cruciaux afin d'appréhender l'origine et la nature de ce militantisme, ont été peu exploités dans la littérature québécoise. La

situation est différente aux États-Unis, alors que des historiens comme Adam Rome ont plaidé pour une histoire plus contextualisée du mouvement environnemental, qui prend en considération l'importance de l'interaction des militants de la Nouvelle gauche, du mécontentement croissant des femmes de la classe moyenne et de l'explosion de la contre-culture et du radicalisme étudiant dans le développement de ce mouvement³⁶.

Internationales, ensuite, car le militantisme environnemental québécois a pris fortement appui sur ce qui se passait au même moment au sud de la frontière canadienne et en Europe, comme en témoignent plusieurs historiens. C'est le cas de Frank Zelko, qui nous rappelle l'importance particulière des mouvements américains pour la paix, anti-nucléaires et contre-culturels dans l'émergence du mouvement environnemental canadien³⁷. Par l'entremise de réseaux de militants, mais aussi par la diffusion de publications faisant connaître des théories sociales et intellectuelles, des visions inédites des rapports société-environnement ont ainsi voyagé jusqu'au Québec et ont trouvé un terreau fertile dans le mouvement environnemental. Reconnaisant ces influences locales et internationales et l'importance du contexte dans lequel les mobilisations environnementales ont pris racine, l'historien James Longhurst insiste donc, dans le contexte américain, afin que les mobilisations environnementales ne soient pas étudiées de manière isolée, mais qu'elles soient plutôt comprises comme un épisode prenant place dans une ère de révolutions sociales et politiques d'une envergure beaucoup plus vaste³⁸. Prenant appui sur ce que Longhurst a fait au sud de la frontière, nous cherchons également à reconnaître les influences internationales qui ont façonné le militantisme environnemental québécois. Par ailleurs, les manifestations de militantisme environnemental, par la nature même des enjeux qu'il soulève, sont indissociables d'inquiétudes et d'idéaux beaucoup plus globaux concernant l'avenir de l'humanité, voire celui de la planète.

* * *

En 1979, dans la foulée du débat entourant l'utilisation ou non de l'énergie nucléaire au Québec, une des porte-parole de la Société pour vaincre la pollution (SVP), Solange Vincent, fustige vertement « *L'Establishment technocratique* » des États canadien et québécois. Selon elle, ce dernier « monopolise l'accès aux dossiers et aux données » concernant l'environnement et l'énergie et met de l'avant « son ordre économique » qui mène entre autres à l'épuisement des ressources et à la dégradation des milieux de vie. Elle termine d'ailleurs son pamphlet *La fiction nucléaire* en affirmant que « [d]es citoyens qui s'autodéterminent pour prendre le contrôle sur leur vie, pour choisir un type de développement et de société qui soient accordés à leurs besoins et à leurs droits, c'est aussi possible³⁹ ». Témoignant d'une volonté

d'habilitation citoyenne dans les domaines des enjeux énergétiques et environnementaux, tous les deux très reliés, cette prise de parole virulente illustre bien la nature du militantisme environnemental qui émerge, au Québec, à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970. C'est ce militantisme environnemental – et ses origines – qui occupe l'intérêt des chercheurs dans les cinq textes du présent dossier.

Les quatre premiers textes sont des articles scientifiques qui présentent, chacun à leur manière, le militantisme environnemental d'un individu, d'un groupe ou de plusieurs groupes autour de différents enjeux. En entamant une réflexion sur les origines du militantisme environnemental au Québec, René Audet étudie la pensée « environnementaliste » déployée par le Frère Marie-Victorin, qu'il situe d'une part dans le contexte d'urbanisation et d'industrialisation du Québec du début du ^{xx}^e siècle et, d'autre part, dans celui de l'émergence des mouvements conservationnistes. En se basant sur les écrits qu'il a laissés, Audet suggère que le Frère Marie-Victorin aurait apporté une contribution de nature culturelle à l'émergence du mouvement environnemental moderne, en ouvrant le chemin à la prise de conscience environnementale au Québec. De son côté, en analysant les préoccupations environnementales présentes dans les discours et interventions de deux plus importants groupes syndicaux au Québec, soit la CSN et la FTQ, Renaud Bécot cherche à établir un pont entre deux mouvements sociaux fréquemment historicisés aux antipodes l'un de l'autre. Selon Bécot, c'est l'intensification de l'industrialisation des années d'après-guerre au Québec qui a incité les syndicalistes à démontrer un intérêt nouveau pour les enjeux environnementaux. Ces préoccupations environnementales aboutissent, dans la foulée de la Révolution tranquille, à la formation d'un « environnementalisme ouvrier » proprement québécois. Valérie Poirier s'intéresse, quant à elle, aux protestations et aux enjeux environnementaux et démocratiques soulevés par l'annonce de la construction de l'autoroute est-ouest au centre de la ville de Montréal en 1970. En étudiant le discours de plusieurs acteurs, elle montre, d'une part, l'émergence d'une nouvelle sensibilité environnementale dans la société. D'autre part, cet article démontre que la controverse sur l'autoroute est-ouest a contribué à mettre en lumière l'absence de mécanisme de participation démocratique permettant aux citoyens de s'exprimer sur des projets entraînant une reconfiguration, voire une destruction de l'environnement, menant ainsi à une demande pour l'instauration de tels mécanismes. Enfin, grâce à une analyse du militantisme environnemental et cycliste du Monde à bicyclette, Daniel Ross présente un groupe de citoyens qui s'opposent vivement à la domination de l'automobile en milieu urbain montréalais et qui, par des actions d'éclat, cherchent à promouvoir un urbanisme nouveau.

Le dernier texte du dossier, un peu différent d'un article scientifique, présente la synthèse des réflexions passées et récentes de Jean-Guy Vaillancourt sur le mouvement vert au Québec et une classification de son militantisme en fonction des différentes périodes. Il permet aux lecteurs du *BHP* de découvrir ou de revoir la pensée scientifique d'un pionnier en études environnementales au Québec.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Solange Vincent, *La fiction nucléaire. De porteurs d'eau à exportateurs d'énergie...*, Montréal, Québec-Amérique, 1979, p. 140.
2. Nous aimerions remercier les auteurs ayant participé à ce dossier thématique sur le militantisme environnemental pour leur enthousiasme et leur travail assidu, ainsi que le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Fonds de recherche québécois sur la société et la culture (FRQSC) pour leur soutien financier.
3. Voir entre autres Radio-Canada, « Pierre Dansereau s'éteint à l'âge de 99 ans », ici.radio-canada.ca.
4. Voir notamment le site internet officiel de Frédéric Back, intitulé « Agir ensemble », dans lequel un fort accent est mis sur son engagement environnemental, notamment celui auprès de l'organisme Société pour vaincre la pollution (SVP) dans les années 1970. Créé bien avant la mort de F. Back, ce site semble désormais prendre une allure d'hommage posthume. www.frederic-back.com. Voir aussi Radio-Canada, « L'illustrateur et cinéaste Frédéric Back s'est éteint », ici.radio-canada.ca.
5. Christoph Bernhardt et Geneviève Massard-Guilbaud (dir.), *Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, Clermond-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002, p. 14. Sur la nature socialement et culturellement construite d'enjeux environnementaux comme la pollution ou des risques environnementaux, voir également Joel A. Tarr, *The Search for the Ultimate Sink: Urban Pollution in Perspective*, Akron, University of Akron Press, 1996 et Mary Douglas et Aaron Wildavsky, *Risk and Culture. An Essay on the Selection of Technical and Environmental Dangers*, Berkeley, University of California Press, 1982.
6. Stéphane Frioux et Vincent Lemire, « Pour une histoire politique de l'environnement au 20^e siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 3.
7. Stéphane Frioux et Vincent Lemire (dir.), dossier « L'invention politique de l'environnement », *Vingtième-Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 3-210.
8. Fabien Locher et Grégory Quenet, « L'histoire environnementale: origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 56, no 4, 2009, p. 8. Voir aussi Stéphane Frioux et Vincent Lemire, *loc. cit.*, p. 3-4.
9. En 1996, l'historien américain William Cronon lance un débat théorique qui accentue la scission entre environnementalisme et histoire environnementale, en bousculant la compréhension de la notion même d'environnement: selon l'historien, la nature (*wilderness*) vénérée par les environnementalistes

- serait avant tout une construction sociale. Pour les historiens environnementaux, le mot d'ordre, toutefois, reste de reconnaître la valeur heuristique de la nature et de l'intégrer à l'histoire, c'est-à-dire de reconnaître l'importance de la nature pour les humains et d'étudier la façon dont ceux-ci l'ont façonnée en retour. Voir William Cronon, «The trouble with wilderness; or, getting back to the wrong nature», *Environmental History*, vol. 1, no 1, janvier 1996, p. 7-28.
10. Richard Judd, «Approches en histoire environnementale. Le cas de la Nouvelle-Angleterre et du Québec», *Globe: revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1, 2006, p. 68. L'historien indien Ramachandra Guha dénonce précisément la surutilisation de concepts et de thèmes exclusivement américains érigés en valeur universelle dans le but d'assurer une domination américaine dans ce champ. Ramachandra Guha, «Radical American Environmentalism and Wilderness Preservation: A Third World Critique», *Environmental Ethics*, vol. 11, 1989, p. 71-83. Malgré cette critique concernant la domination américaine en histoire environnementale, les études américaines s'intéressant à ce champ représentent toujours un corpus très vaste. À cet égard, un simple survol de la production américaine dépasserait de loin les objectifs de ce texte. Mentionnons néanmoins cet article de William Cronon, paru en 1992, qui pose les jalons de l'historiographie de l'environnement: William Cronon, «A Place for Stories: Nature, History, and Narrative», *The Journal of American History*, vol. 78, no 4, mars 1992, p. 1347-1376.
 11. Stéphane Frioux et Vincent Lemire, *loc. cit.*, p. 3-4.
 12. «Positionner le Québec dans l'histoire environnementale mondiale» est le titre d'un colloque tenu au Musée McCord à Montréal en 2005. Parmi les publications récentes qui démontrent l'émergence du champ de l'histoire environnementale au Québec, mentionnons les articles de deux dossiers thématiques sur l'environnement dirigés par Stéphane Castonguay ainsi que de plusieurs autres publications. Voir les dossiers «Penser l'histoire environnementale du Québec. Société, territoire et écologie», *Globe: revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1, 2006; «L'histoire environnementale», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no 1-2, été-automne 2006, ainsi que ces études: Michèle Dagenais, *Montréal et l'eau: une histoire environnementale*, Montréal, Boréal, 2011; Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais (dir.), *Metropolitan Natures: Urban Environmental Histories of Montreal, Pittsburgh*, University of Pittsburgh Press, 2011; Darcy Ingram, *Wildlife, Conservation, and Conflict in Quebec, 1840-1914*, Vancouver, UBC Press, 2013; Louis-Raphaël Pelletier, *Revolutionising landscapes: hydroelectricity and the heavy industrialisation of society and environment in the Comté de Beauharnois, 1927-1948*, thèse de doctorat (histoire), Université Carleton, 2005. Il faut également souligner que les historiens québécois ne sont pas les seuls à réfléchir aux nouvelles avenues possibles en ce qui concerne l'objet d'études qu'est l'environnement. Dans les sciences sociales en générales, et en particulier en sociologie, il se passe un phénomène similaire depuis quelques années. Voir notamment Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Développement durable et participation publique. De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003; Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Le développement durable: une histoire de la contestation*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003.

- court (dir.), avec la collaboration de Cécilia Claeys-Mekdale et Alain Rajotte, *Environnement et sciences sociales. Les défis de l'interdisciplinarité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007.
13. Stéphane Castonguay, « Faire du Québec un objet de l'histoire environnementale », *Globe: revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1, 2006, p. 17-49.
 14. Claire Poitras, « L'histoire urbaine environnementale au Québec », *Globe: revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1, 2006, p. 93-111.
 15. Pour un survol de l'œuvre de Jean-Guy Vaillancourt, voir le livre *Mouvement écologiste, énergie et environnement. Essai d'écociologie*, Montréal, Éditions coopérations Albert-Saint-Martin, 1982, qui regroupe 25 textes écrits parfois en collaboration avec d'autres auteurs, entre 1972 et 1982. Voir également ces deux articles : Jean-Guy Vaillancourt, « Le mouvement vert québécois : entre l'écologie et l'écologisme », *Possibles*, no 9, 1985, p. 35-47 ; Michel Séguin, Louis Maheu et Jean-Guy Vaillancourt, « Les nouveaux mouvements sociaux de l'environnement : au cœur des changements politiques et culturels », *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, vol. 30, no 1, printemps 1995, p. 102-114. Sur le mouvement environnemental québécois, mentionnons également deux mémoires de maîtrise, l'un en sciences politiques et l'autre en géographie : Nathalie Lewis, *Idéologie et action : quatre groupes écologistes québécois. La Société pour vaincre la pollution, the Society to Overcome Pollution, la Fédération québécoise de conservation de la nature et la Fédération québécoise de la faune*, mémoire de maîtrise (science politique), Université d'Ottawa, 1994 ; Jane Barr, *The Origins and Emergence of Quebec's Environmental Movement : 1970-1985*, mémoire de maîtrise (géographie), Université McGill, 1995. Enfin, soulignons les recherches de Ronald Babin au sujet du militantisme anti-nucléaire, souvent associé au militantisme environnemental : Ronald Babin, *L'option nucléaire. Développement et contestation de l'énergie nucléaire au Canada et au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984.
 16. Voir Stéphane Castonguay, *loc. cit.*, p. 18 ; Tina Loo, *States of Nature. Conserving Canada's Wildlife in the Twentieth Century*, Vancouver, UBC Press, 2006, p. 5-6 ; Jean-Claude Robert, « L'histoire environnementale et l'historiographie du Québec », *Globe: revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1, 2006, p. 247 ; Claire Poitras, « L'histoire urbaine au Canada : l'espace, les citoyens, et les gouvernants », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 32, no 1, 2003, p. 48.
 17. Définition inspirée des termes « Militant » et « Militantisme » définis dans *Le Nouveau Petit Robert*, 1996, p. 1407.
 18. L'historien Martin Pâquet, qui reprend le terme « zoon politikon » développé par Hannah Arendt dans *La condition de l'homme moderne*, souligne que la « prise de parole comme moyen d'accès au politique » permet à l'individu de devenir un « être humain qui appartient, participe et s'épanouit dans la Cité ». Voir Martin Pâquet, « Du temps des groupes de pression », dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *De la représentation à la manifestation. Groupes de pression et enjeux politiques au Québec, 19e et 20e siècles*, Québec, Septentrion, 2014, p. 429.

19. Michel Girard, *L'écologisme retrouvé : essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1994, ainsi que Janet Foster, *Working For Wildlife: The Beginning of Preservation in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1998 [1978].
20. Robert Gottlieb, *Forcing the Spring : the Transformation of the American Environmental Movement*, Washington, Island Press, 2005 [1993], p. 67.
21. Samuel Hays, *Conservation and the Gospel of Efficiency*, Cambridge, Harvard University Press, 1959; Janet Foster, *op. cit.*
22. Pour quelques exemples américains, voir Robin W. Doughty, *Wildlife and Man in Texas : Environmental Change and Conservation*, College Station, Texas A & M University Press, 1983; Thomas R. Dunlap, «Sport Hunting and Conservation, 1880-1920», *Environmental Review*, vol. 12, no 1, 1988, p. 51-60; John Reiger, *American Sportsmen and the Origins of Conservation*, Third Edition, Corvallis, Oregon State University Press, 2001 [1975]; Thomas Wellock, *Preserving the Nation : the Conservation and Environmental Movements, 1870-2000*, American History Series, Wheeling, IL, Harlan Davidson, 2007. Pour une historiographie similaire du côté canadien, voir entre autres Tina Loo, *op. cit.*
23. Jane Barr, *op. cit.*, p. 118; James Longhurst, *Citizen Environmentalists*, Medford, Tufts University Press, 2010, p. x.
24. Ryan E. O'Connor, *Toronto the Green : Pollution Probe and the Rise of the Canadian Environmental Movement*, thèse de doctorat (histoire), University of Western Ontario, 2010, p. 3; Jane Barr, *op. cit.*, p. 130; Claire Poitras, «L'histoire urbaine environnementale au Québec», *loc. cit.*, p. 104.
25. Cette historiographie est notamment tournée vers la circulation transnationale des idées de décolonisation et d'émancipation associées à la *New Left*, vers le poids de la contre-culture avec ses nouvelles valeurs et représentations du monde, de même que vers l'importante prise de parole citoyenne qui s'en dégage. Voir Dimitry Anastakis (dir.), *The Sixties. Passion, Politics, and Style*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008; Lara Campbell, Dominique Clément et Gregory S. Kealey (dir.), *Debating Dissent : Canada and the Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2012; Sean Mills, *Contester l'Empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011 [2010]; M. Athena Palaeologu (dir.), *The Sixties in Canada : A Turbulent and Creative Decade*, Montreal, Black Rose Books, 2009; Bryan D. Palmer, *Canada's 1960's. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009.
26. Sean Mills, *op. cit.*
27. Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008.
28. Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010.
29. Voir entre autres les contributeurs du dossier thématique «Les années 1960 : quand le Québec s'ouvrait sur le monde» dirigé par Jean Lamarre dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no 1, automne 2014, p. 17-176.
30. À ce sujet, voir Jérôme Boivin et Stéphane Savard, «Pour une histoire des groupes de pression au Québec : quelques éléments conceptuels et interprétatifs», dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin, *op. cit.*, p. 31-37.

31. Martin Pâquet, *loc. cit.*, p. 437 (voir aussi p. 433-437).
32. François Duban, «How the Sixties Reshaped the American Environmental Movement», dans Frédéric Robert (dir.), *De la contestation en Amérique: approche socio-politique et contreculturelle des Sixties*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 111-116; Michael Egan, «Shamans of the Spring. Environmentalism and the New Jeremiad», dans Karen Dubisky et al. (dir.), *New World Coming. The Sixties and the Shaping of Global Consciousness*, Toronto, Between the Lines, 2009, p. 296-297.
33. Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt, «Introduction», dans Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Développement durable et participation publique: de la contestation écologiste aux défis de la gouvernance*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, p. 9.
34. À ce sujet, voir Stéphane Savard, «Les groupes verts et la question de l'énergie au Québec: émergence d'une prise de parole citoyenne, 1972-1997», dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *op. cit.*, p. 100-133.
35. Jean-Guy Vaillancourt mentionne également l'influence du mouvement d'écologie politique chez des militants d'horizons divers: des nationalistes, des féministes, des socialistes, des contre-culturels, des anarchistes, des libertaires, des militants étudiants, des agriculteurs, des groupes menant des luttes urbaines pour le logement, le transport en commun, la santé, la défense des consommateurs et la qualité de vie en général. Voir Jean-Guy Vaillancourt, «Évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises: de la contre-culture et du conservatisme à l'environnementalisme et à l'écোসocialisme», *Sociologie et Sociétés*, vol. 13, no 1 1981, p. 81-98.
36. Adam Rome, «'Give Earth a Chance': The Environmental Movement and the Sixties», *Journal of American History*, vol. 90, no 2, septembre 2003, p. 525-554.
37. Frank Zelko, «Making Greenpeace: The Development of Direct Action Environmentalism in British Columbia», *BC Studies*, vol. 42-43, été/automne 2004, p. 198.
38. James Longhurst, *op. cit.*, p. xvi et 15.
39. Solange Vincent, *op. cit.*, p. 140 (voir aussi p. 138-140).